

UTBM – Site de Sevenans 90010 BELFORT Cedex	Identité du titulaire ¹ :
<p style="text-align: center;">Marché n°2507_SP_TGBT</p> <p style="text-align: center;"><i>Marché à procédure formalisée – Marché de fournitures et de services</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Appel d’offres ouvert en application des articles R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique</i></p> <p style="text-align: center;">Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)</p> <p style="text-align: center;">Remplacement d’un Transformateur Général Basse Tension – Plateforme TITAN – Site de Sevenans</p>	
Le représentant légal du pouvoir adjudicateur est Ghislain Montavon, directeur de l’UTBM	
Le comptable assignataire est Sophie VAULOT-DROIT (service.comptable@utbm.fr/ 03.84.58.30.84).	

1 Merci d’apposer votre tampon complété par le nom, la qualité ainsi que l’adresse du fondé de pouvoir habilité à parapher chaque page de ce document et à signer tous les autres documents.

DEFINITION	3
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	4
ARTICLE 1 – CONTEXTE ET OBJET DU MARCHE	4
1.1 – Contexte	4
1.2 – Objet.....	4
1.3 – Fractionnement en tranches -Tranches optionnelles	4
1.4 – Lieu d’intervention.....	5
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES	5
2.1 – Procédure de passation	5
2.2 – Allotissement.....	5
2.3 – Forme du marché public.....	6
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
ARTICLE 5 – EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	6
5.1 - Modalités d’exécution du marché	6
5.2 – Délais d’exécution	7
5.3 – Sécurité.....	8
5.4 – Dossier des ouvrages exécutés.....	8
5.3 – Opérations de vérification	8
ARTICLE 6 – CONDITIONS DE LIVRAISON.....	8
6.1 – Lieu de livraison	8
6.2 – Prestations de livraison	9
ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHE	9
7.1 – Avances	9
7.2 – Contenu des prix.....	9
7.3 – Forme et évolution des prix	9
7.4 – Actualisation des prix	9
7.5 – Paiement et établissement de la facture.....	10
7.6 - Nantissement et cession de créance	11
ARTICLE 8 – PENALITES ET RESILIATION.....	11
8.1 – Pénalités pour retard d’exécution	11
8.2 – Pénalités pour travail dissimulé.....	11
8.3 – Autres pénalités spécifiques	11
8.4 – Résiliation	12
ARTICLE 9 – DROIT, LANGUE, MONNAIE	12
ARTICLE 10 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	12

DEFINITION

AE : Acte d'engagement

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

UTBM : Université de technologie de Belfort-Montbéliard

Fournitures / Services : prestations objets du marché public

Marché public : marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir adjudicateur : UTBM

Représentant légal du pouvoir adjudicateur : Le Directeur de l'UTBM, personne habilitée à engager l'établissement et à signer le marché public

Acheteur : Le pouvoir adjudicateur ou ses représentants (directeur ou interlocuteurs techniques)

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 1 – Contexte et objet du marché

1.1 – Contexte

L'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard, ci-après dénommée UTBM, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont les missions principales sont la recherche et l'enseignement supérieur. Elle est l'un des deux établissements-composantes de l'établissement public expérimental (EPE) « université Marie et Louis Pasteur » (UMLP) et est également membre réseau des Universités de Technologie (Compiègne, Troyes et Shanghai). L'UTBM est la 4ème plus importante formation d'ingénieur post-bac Française. L'UTBM est répartie sur 3 campus et est implantée sur 3 communes distinctes : Sevenans, Montbéliard et Belfort. Son siège est basé sur le site de Sevenans.

Le site de Sevenans de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM) dispose d'un poste de transformation électrique dont les équipements sont devenus obsolètes et ne répondent plus aux normes de sécurité et de performance actuelles. Cette situation expose l'établissement à des risques de pannes fréquentes, de surcharges, et de défaillances électriques pouvant impacter gravement les activités pédagogiques et de recherche. De plus, l'obsolescence des équipements entraîne une consommation énergétique excessive et des coûts de maintenance élevés. Face à ces enjeux, l'UTBM a décidé de lancer un marché de fourniture et travaux pour le remplacement complet du poste de transformation, afin de sécuriser l'alimentation électrique du site, d'améliorer l'efficacité énergétique des installations, et de réduire les coûts d'exploitation. Ce projet s'inscrit dans une démarche globale de modernisation des infrastructures de l'UTBM, visant à garantir la pérennité et la performance des équipements électriques.

1.2 – Objet

L'objet du marché est la fourniture et les prestations de services nécessaires au remplacement d'un poste de transformation obsolète. Les prestations de services incluent :

- la dépose et l'évacuation de l'ancien TGBT ;
- la fourniture et la pose du nouveau TGBT ;
- la mise en service de nouveaux équipements conformes aux normes en vigueur.

Et, d'une façon générale, toutes les prestations de services décrits ou non, nécessaires au bon fonctionnement de l'installation. Les détails sont précisés à l'article 2 du CCTP.

Le titulaire du marché s'engage à réaliser ces prestations dans le respect des normes en vigueur, des règles de l'art, et des délais contractuels.

Code CPV principal : 31172000-2 – Transformateurs de tension

Les codes CPV supplémentaires sont :

31170000-8 - Transformateurs.

45311000 – Travaux de câblage et d'installation électrique

1.3 – Options : Exécution du marché en tranches optionnelles

1.3.1 – Tranche ferme : Fourniture et services de remplacement du Transformateur Général Basse Tension (TGBT)

La tranche ferme du marché comprend la fourniture, la livraison, la mise en œuvre et tous les services nécessaires au remplacement complet du Transformateur Général Basse Tension (TGBT). Cette tranche inclut notamment :

- La dépose de l'ancien transformateur,
- La fourniture du nouveau transformateur conforme aux normes applicables (notamment NF C 52-410 et NF C 17-200 pour l'installation),
- La pose, le raccordement et la mise en service du nouveau transformateur,
- Les essais de réception conformément aux prescriptions techniques générales applicables aux installations électriques,
- La remise en état des lieux et la garantie de conformité des installations.
- Le titulaire est tenu d'exécuter cette tranche dans le respect des délais et conditions définis au marché.

1.3.2 – Tranche optionnelle : Alimentation provisoire lors du remplacement du TGBT

La tranche optionnelle comprend la mise en place d'une alimentation provisoire destinée à garantir la continuité de service et la sécurité des installations pendant la période de remplacement du Transformateur Général Basse Tension. Cette tranche optionnelle pourra être affermie par décision unilatérale de l'UTBM, notifiée au titulaire dans un délai fixé au marché, et ce, pendant toute la durée du marché.

Elle inclut notamment :

- La fourniture et l'installation des équipements temporaires nécessaires à l'alimentation provisoire,
- Les raccordements temporaires conformes aux normes en vigueur,
- La surveillance et la maintenance de l'alimentation provisoire pendant la durée du remplacement du poste ,
- La dépose et la remise en état des installations après la mise en service du nouveau transformateur.

En cas de non-affermisssement de cette tranche optionnelle, le titulaire sera libéré de toute obligation relative à cette prestation et ne pourra prétendre à aucune indemnité ou paiement.

1.3.2.1 –Modalités d'affermisssement de la tranche optionnelle

Le pouvoir adjudicateur, par le biais des interlocuteurs technique ou de la cellule marché identifiés à l'annexe relative aux interlocuteurs du marché, se réserve la possibilité d'affermir la tranche optionnelle par mail dans la limite de la durée du marché. L'absence d'affermisssement dans ce délai libère le pouvoir adjudicateur de toute obligation relative à cette tranche.

L'affermisssement de la tranche optionnelle ne modifie en rien les conditions d'exécution de la tranche ferme du marché, notamment en ce qui concerne le prix et les délais d'exécution.

1.4 – Lieu d'intervention

L'intervention aura lieu sur le site de Sevenans de l'UTBM :

UTBM
Site de Sevenans
Plateforme TITAN
90400 SEVENANS

Article 2 – Dispositions générales

2.1 – Procédure de passation

Le présent marché est passé par une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124.2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 – Allotissement

Le marché public n'est pas alloti car il s'agit d'une prestation unique et homogène.

2.3 – Forme du marché public

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaire (article R.2112-6 2° du code de la commande publique)

2.4 – Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

Article 3 – Durée du marché

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire. La date de notification est la date de réception du marché par le titulaire. La notification vaut bon de commande et fait courir les délais d'exécution, sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché.

Le marché prend son terme à la fin de la période de garantie.

Article 4 – Pièces constitutives du marché

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, dit « CCAG FCS », approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, s'applique au marché. Le présent marché déroge dans certains cas à ce CCAG-FCS. Ce CCAG-FCS est consultable librement et gratuitement sur le site internet du ministère chargé de l'économie.

Pièces constitutives du marché :

- L'acte d'engagement n°2507_SP_remplacement_TGBT ;
- Le CCAP n° 2507_SP_remplacement_TGBT et ses annexes;
- Le CCTP n°2507_SP_remplacement_TGBT et ses annexes;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310341/2025-07-06/>) ;
- L'offre financière et technique du titulaire ;
- L'annexe 2507_Remplacement_TGBT – Interlocuteurs du marché.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le pouvoir adjudicateur, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent document.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il est inutile de joindre à l'offre un document « conditions générales de vente ». Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. En effet, s'agissant d'un marché public, seules les dispositions du marché s'appliqueront. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus.

Article 5 – Exécution du marché public

5.1 - Modalités d'exécution du marché

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage des prestations.

Dès la notification du marché, le titulaire se mettra en relation avec les interlocuteurs techniques mentionnés à l'annexe n° 1 – Interlocuteurs du marché pour organiser les modalités d'exécution.

Il est à noter que cette annexe sera complétée, pour la partie concernant l'UTBM, au moment de l'attribution du marché, et sera renvoyée au titulaire au moment de la notification.

5.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont proposés par le titulaire dans son offre. Après acceptation par l'UTBM de l'offre, ces délais d'exécution auront une valeur contractuelle et devront être respectés par le titulaire. Le non-respect des délais par le titulaire pourra entraîner l'application des pénalités prévues ci-après.

Le délai d'exécution des prestations de service est celui imparti pour la réalisation de l'installation incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

Le délai d'exécution est fixé par le Titulaire et doit respecter le calendrier prévisionnel qui est annexé au CCTP et est réputé accepté par le titulaire au moment de la notification du marché.

Le planning d'exécution détaillé sera ensuite élaboré pendant la période de préparation des prestations et notifié par ordre de service pour validation du titulaire.

Il sera tacitement validé sans réponse écrite de la part du titulaire sous 8 jours.

Le planning devra inclure, notamment :

- Les délais de commande ;
- Les délais de démontage ;
- Les délais de remontage ;
- La mise en service de la nouvelle installation.

Le non-respect des délais par le titulaire pourra entraîner l'application des pénalités prévues ci-après.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, la demande de prolongation peut être effectuée à l'initiative de l'acheteur, même si le délai contractuel est dépassé. L'acheteur fixe alors le nouveau délai contractuel à respecter, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour accepter le nouveau délai contractuel.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation à son initiative, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Le site étant occupé et en activité, les prestations seront effectuées durant la période de fermeture de l'établissement à l'inter semestre 2026, soit entre le 19 janvier et le 14 février 2026. La durée d'intervention ne devra pas excéder 1 semaine.

5.3 – Sécurité

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des intervenants et des tiers. Il doit respecter les règles de prévention des risques professionnels et mettre en œuvre les dispositifs de protection individuelle et collective. En cas d'accident ou d'incident, le titulaire doit en informer immédiatement l'interlocuteur technique et prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

Le titulaire doit également veiller à la protection de l'environnement. Les déchets doivent être triés, collectés et évacués vers des sites de traitement agréés. Le titulaire doit fournir, à la demande de l'interlocuteur technique, les justificatifs de traçabilité des déchets.

Le titulaire devra mettre en place un plan de prévention des risques afin de garantir la sécurité des personnes intervenant sur le site ainsi que celle des usagers de l'établissement.

5.4 – Dossier des ouvrages exécutés

Le titulaire devra fournir un dossier des ouvrages exécutés (DOE) en un exemplaire papier recto-verso et un exemplaire numérisé, dans un délai d'une semaine après les opérations de vérification.

Les versions des plans devront également être fournis au format DWG.

Il devra insérer dans ses DOE tous les plans de récolement, synthèse, détails, et autres, correspondants aux services réellement exécutés.

5.5 – Opérations de vérification

Conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront effectuées par l'acheteur, par le biais des interlocuteurs techniques mentionnés à l'annexe 2507_Remplacement_TGBT – Interlocuteurs du marché.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose d'un délai de 5 jours, pour effectuer les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Il peut notifier au titulaire sa décision jusqu'à 15 jours à compter de la date de livraison. Si aucune décision n'est notifiée dans un délai de 15 jours, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Article 6 – Conditions de livraison

6.1 – Lieu de livraison

Les équipements nécessaires au remplacement du poste de transformation obsolète doivent être livrés sur le site de Sevenans de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM), situé à la plateforme TITAN.

Le titulaire est responsable de la livraison des équipements à l'adresse indiquée et doit s'assurer que les conditions de transport et de manutention garantissent l'intégrité des équipements jusqu'à leur réception sur le site.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour coordonner la livraison avec les services de

l'UTBM afin de minimiser les perturbations sur le site et de garantir une réception en toute sécurité.

6.2 – Prestations de livraison

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations de livraison des équipements nécessaires au remplacement du poste de transformation obsolète. Ces prestations incluent, sans s'y limiter, les opérations de transport, de déchargement, de manutention et de mise en place des équipements sur le site de Sevenans de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM).

Le titulaire doit veiller à ce que les équipements soient livrés en parfait état et conformes aux spécifications techniques du marché. Il doit également s'assurer que les équipements sont correctement emballés et protégés pendant le transport pour éviter tout dommage.

En cas de dommage constaté lors de la livraison, le titulaire doit immédiatement en informer le pouvoir adjudicateur et prendre les mesures nécessaires pour réparer ou remplacer les équipements endommagés sans frais supplémentaires pour le pouvoir adjudicateur.

Article 7 – Prix du marché

7.1 – Avances

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique, une avance sera versée uniquement dans le cas où celle-ci est obligatoire. Le titulaire peut refuser cette avance. Aucune avance facultative ne sera versée au titulaire.

Le taux de l'avance est de 20 % du montant total du marché

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

7.2 – Contenu des prix

Le cas échéant, les prix unitaires mentionnés dans l'offre du candidat seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Sauf conclusion d'un avenant, aucun coût supplémentaire ne pourra être facturé à l'UTBM.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris, mentionnés dans l'acte d'engagement. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Fournitures/Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures/Services, ainsi que les frais de formation initiale à l'utilisation des Fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

7.3 – Forme et évolution des prix

Les prix du marché sont forfaitaires, et sont fixés conformément à l'offre financière du titulaire, et détaillés dans l'acte d'engagement.

Les prix du marché public indiqués dans l'offre du titulaire seront fermes et actualisable pendant toute la durée du marché.

7.4 – Actualisation des prix

Le prix du marché est établi à prix ferme au moment de la remise de l'offre par le titulaire, correspondant au mois M0.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article R. 2112-10 du code de la commande publique, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois M0 de fixation du prix dans l'offre et le mois M de début d'exécution des prestations, le prix initial sera actualisé.

L'actualisation du prix se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations, soit au mois M-3.

Le prix actualisé P1 sera calculé selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (I(M-3) / I(M0))$$

Dans laquelle :

P0 : prix initial du marché fixé au mois M0 (mois de remise de l'offre)

P1 : prix actualisé applicable à compter du début d'exécution des prestations

I(M0) : valeur de l'indice de référence au mois M0

I(M-3) : valeur de l'indice de référence au mois M-3 (trois mois avant le début d'exécution)

L'indice de référence retenu est l'indice INSEE approprié aux fournitures électriques, notamment l'indice BT47 – Electricité.

Le prix ainsi actualisé restera ferme pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à appliquer cette formule d'actualisation lors de l'établissement de la facture finale en fournissant les justificatifs des indices utilisés.

7.5 – Paiement et établissement de la facture

Après exécution des prestations, le titulaire doit transmettre la facture sous forme dématérialisée via la solution mutualisée Chorus Pro. La facture devra comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Les noms ou la raison sociale, et adresse du titulaire ;
- Le numéro SIREN ou de SIRET, le code APE, et le numéro de TVA intracommunautaire ;
- Son numéro de compte bancaire ou postal (joindre un RIB) ;
- Le numéro du marché (2507_SP_Remplacement_TGBT) ;
- Le numéro du bon de commande (correspondant au numéro d'engagement transmis par l'UTBM après la notification) ;
- La date du marché (date de notification) ;
- Un numéro de facture ;
- Le détail précis des prestations fournies et des prix ;
- Le montant HT et TTC de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la TVA ainsi que les taxes parafiscales le cas échéant.

La facture doit indiquer les références de chacune des commandes. Une facture non conforme ou non déposée sur la solution mutualisée Chorus Pro sera automatiquement renvoyée. **Un guide de dépôt des factures sur Chorus Pro pourra être transmis au titulaire sur simple demande au service des affaires juridiques à l'adresse marches@utbm.fr.**

Pour rappel, voici les informations nécessaires : L'UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE DE BELFORT-MONTBÉLIARD (UTBM), Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Site de Sevenans – 90010 Belfort cedex, enregistré sous le n° SIRET : 19900356700013, représentée par Monsieur Ghislain Montavon, agissant en qualité de directeur.

L'UTBM paiera par virement administratif dans le délai de trente jours comptés de la réception de la facture. À défaut de paiement sous trente jours, l'UTBM versera au titulaire des intérêts moratoires calculés sur la base du

taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne. **Attention** : le délai de paiement de trente jours mentionné supra ne s'entend que pour les factures régulièrement déposées sur la solution mutualisée Chorus Pro.

7.6 - Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS, seuls seront notifiés au Titulaire la copie de l'acte d'engagement signé par l'acheteur et le titulaire.

L'UTBM délivre uniquement l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

Article 8 – Pénalités et résiliation

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS et en cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Fournitures ou Services non livrés ou non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public actualisé TTC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

8.1 – Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le titulaire à compter du premier jour calendaire de retard.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct pouvoir adjudicateur, et notifié par les interlocuteurs techniques du marché.

En cas de retard par rapport aux délais d'exécution du marché public, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard par jour calendaire de retard égale **150 €**, sans que le montant total des pénalités ne puisse excéder 10 % du montant total hors taxes du marché. Cette pénalité est destinée à réparer forfaitairement le préjudice subi par l'acheteur du fait du non-respect des délais contractuels.

8.2 – Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail, des pénalités peuvent être infligées au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités est égal à 10% du montant TTC du marché, sans qu'il puisse toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

8.3 – Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Diffusion de documents	Journalière	100 €	Pénalités en cas de retard dans la remise du DOE

Non-respect des règles de sécurité	Forfaitaire	100 €	Tout non-respect des règles de sécurité détaillées dans le plan de prévention donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire par infraction sur simple constat du pouvoir adjudicateur.
------------------------------------	-------------	-------	--

8.4 – Résiliation

Conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG / FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, par une décision de résiliation du marché. Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG/FCS, la résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité. Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire peut intervenir sans mise en demeure préalable.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par les articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique (interdiction de soumissionner à des marchés publics), la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG / FCS.

Article 9 – Droit, langue, monnaie

Droit : le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Besançon est seul compétent.

Langue : les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Monnaie : la monnaie de compte et de règlement du marché est l'euro.

Article 10 – Dérogations au CCAG-FCS

Les présentes clauses administratives particulières dérogent aux articles du CCAG/FCS suivants : 4.2.1, 4.2.2, 13.3, 14, 28, et 38 à 45.